

no 49
mercredi
10 octobre
1973

APL Informations Nantes

bulletin régional de l'Agence de Presse

Libération

Directeur Maurice Clavel - imprimerie spéciale A.P.L. - 14 rue de Bretagne, Paris 3

Abonnements (les 12 numéros, soit 3 mois environ) : 10 francs minimum - soutien : 15 ou 20 francs - en timbres, ou en chèque à l'ordre de la "Librairie 71".

Vente au numéro (1 franc) : St-Nazaire, librairie "le Tiers Livre", av. de la République
et au bureau régional : "Librairie 71", 29 rue Jean Jaurès, Nantes.

calendrier

1

ST-GILDAS des Bois : vendredi 12, à 21 heures à la Salle Paroissiale : meeting = "la Justice existe-t-elle ?", par les ouvrières de Guémené-Penfao, les ouvriers de Sambron (Pontchâteau) et les Paysans-Travailleurs du canton.

REZÉ, vendredi 12 à 20h30, au Théâtre (rue Guy Lelan) meeting organisé par "Rouge" sur l'auto-défense ouvrière. projection du film "l'entraînement des C.R.S."

CARQUEFOU, samedi 20 et dim. 21 : week-end d'étude du Centre Nantes-Tiers Monde "La coopération franco-africaine est-elle remise en question? - Organisé à la Charmelière (C.S.P.S.A.). Prix 15 F. (étudiants 7 F.) (15 passage Levesque, Nantes)

C.P.O. (79 Celle S/Belle) 13/14 oct. "pourquoi et comment une lutte sur l'écologie" 20/21 : "la propriété du sol" et les luttes foncières.

annonces

Espéranto : Jean Pennaneac'h, 1 place des Filets, 44400 Rezé, (tél. 75.53.89) est à la disposition de tous pour renseigner sur l'espéranto : pour "l'enseignement obligatoire d'une langue auxiliaire internationale" et contre "le Babélisme, source de division entre les Peuples..."

Réunions d'information A.P.L. : Le collectif APL-Nantes prévoit des réunions dans les villes autour de Nantes (St-Nazaire, la Roche s/Yon, Ancenis, Chateaubriant, Blain; etcetera). Pour en faciliter la préparation, les abonnés sont priés de faire des propositions. Il est important que le maximum de gens soient consultés, et donc de faire des réunions dans le maximum de villes possibles.

Film et bandes magnétiques "Radio LIP". Le film coute 700 francs et pourrait être projeté de nombreuses fois dans la région. Prendre contact avec le collectif ; les cassettes magnétophone coutent environ 20 F.

Paimboeuf : weeck-end "Ecole Emancipée. les 13 et 14 octobre. Week-end à la Pinelais à partir de 15 h. samedi. Pour y aller : prendre une petite route entre la D 114 et la D.98 (Corsept/St-Viaud). Un panneau placé à l'embranchement sur la D.98 signale la colonie. Prévoir : bouffe pour samedi soir, dimanche matin et midi (il y a une cuisine), duvets (couvertures sur place). Une garderie est organisée. Programme : - Lutte des auxiliaires - lutte sur les effectifs - Larzac/Besançon etc. Ouvert à tous les enseignants révolutionnaires (syndiqués ou non-syndiqués).

sommaire

LIP 2 - 3 : un paysan raconte la marche sur Besançon. en annexe : "LIP-unité" appelant à la marche.

Entreprises. 4 - Nantes : la grève chez Brissoneau & Lotz.
5 - Nantes : grève chez Gautier.
5 - St-Nazaire : grève des dockers.
6 - Geneston : grève à l'entreprise Racineux.

Solidarité. 5 - Nantes et St-Nazaire : meetings sur le Chili.

Compte-rendu de l'Assemblée Générale A.P.L.-Nantes du 8 octobre.

En annexe : tract d'invitation au meeting "la justice existe-t-elle?" à St-Gildas.

Les travailleurs de LIP, notamment ceux du comité d'action, à l'initiative de la marche, ont-ils gagné leur pari?

Ils voulaient rassembler des milliers de travailleurs sur le lieu de leur conflit, pour les appuyer dans leur combat contre le licenciement de 200 d'entre eux, mais aussi pour qu'à Besançon, lieu symbolique comme l'a été le Larzac, puissent se rencontrer et échanger, tous les ouvriers, salariés, paysans en lutte contre les mêmes patrons, les mêmes incertitudes, la même exploitation.

VENREDI SOIR, LA KERMESSE HEROIQUE

Déjà en fin d'après-midi, quelques milliers de jeunes étaient sur place, sur une vaste colline aux portes de Besançon. Beaucoup de stands, ceux de LIP bien sûr, qui vendaient leurs montres, ceux aussi des organisations syndicales et politiques, ceux des usines retraçant leur lutte... Un grand stand Paysan-Travailleur cotoyait celui des paysans du Larzac, ceux des salariés de Coopa-Sud et de Cerizay, celui des travailleurs immigrés. Chansons aussi autour des feux et soirée de "variété" malgré la panne du groupe électrogène... Quelques fausses notes, des incidents avec la CGT... Surtout aucune prise de parole des LIP, ce qui aurait pu donner tout son sens à cette soirée.

SAMEDI MATIN, LA FOULE SOUS LA PLUIE

De bonne heure, une foule de militants est arrivé en cars, en voitures, de toutes les régions... paysans travailleurs de Bretagne, de Poitou-Charente, de Haute-Saône et du Doubs, de Rhône-Alpes, de la Nièvre, du Cher, du Loiret et d'Occitanie... ouvriers en grève de Coopa-Sud et de Cerizay, salariés de Noguères et de Romans échangeaient entre eux et avec ceux de Lip. Mais très vite une pluie battante est venue disperser tous les militants. La pluie qui est tombée sans cesse de 9h à 18 h a eu raison de tous ces forums que la CFDT et le CA (comité d'action) de LIP voulaient organiser pour que se confrontent des expériences, pour que se rencontrent ouvriers, paysans ou jeunes travailleurs. Et cela d'autant plus facilement que la CGT a longtemps laissé planer une menace de boycott de la marche par les adhérents, suite aux divergences qui les opposent aux groupes d'extrême gauche mais aussi aux travailleurs les plus déterminés de LIP.

LA MARCHE SUR BESANCON

Finalement avancée d'une heure, la marche sur Besançon commençait avec l'arrivée en masse des travailleurs de la région. Sous la pluie, le cortège s'organisait. Tout au long des 8 kms, c'est le mélange des sections CFDT, CGT, de non-syndiqués, de groupes politiques, d'isolés. "Le désordre n'est qu'apparent, il est l'expression d'une aspiration à l'unité populaire... unité populaire qui est déjà apparue sur le Larzac et qui se renforce..." C'est cela que voulaient les LIP: s'unir pour une même cause, contre le capitalisme, au-delà des sigles. Les slogans, très divers, furent de partout, très spontanément...: Les flics hors de LIP, l'armée hors du Larzac

Besançon dans la rue

Messmer si tu continues, la classe ouvrière te bottera le cul

Giraud c'est ton dernier tango

Français, Immigrés nous sommes tous des ouvriers

Ouvriers, paysans même patrons même combat

Cela, les Paysans Travailleurs l'ont fortement ressenti. Rassemblés tant bien que mal sur 200 m de cortège, nos rangs sont grossis par la section CGT de l'ONIC, les salariés CFDT de l'Institut National de Recherches Agronomiques, des comités de soutien unitaires regroupant sans les sigles des syndicats ou de partis, les travailleurs de la région parisienne en particulier... Avec nous il y avait des paysans du Larzac avec leurs banderoles et les jeunes qui travaillent encore sur le chantier de La Blaquière.

"Des moutons, pas des canons, jamais nous ne partirons"

"Debré, de force, nous garderons le Larzac"

Nous avons aussi été frappés de l'accueil que nous réservaient à notre passage certaines délégations d'ouvriers, notamment des sections d'entreprise CFDT. "Ouvriers-Paysans, tous unis contre le capitalisme" ou "LIP- Larzac, même combat"...

Cela des ouvriers non seulement le comprennent, mais le reprennent à leur compte. Rien que pour cela, la présence des paysans travailleurs était importante.

Enfin, malgré les prédictions pessimistes, aucun désordre, et les habitants de la ville étaient là... moins nombreux qu'on ne l'espérait, mais beaucoup plus que les journaux ne l'ont dit, massés sur les trottoirs.

UN MEETING TROP TERNE

A l'arrivée au centre ville, malgré toute cette force étalée sur le parcours, les responsables confédéraux CGT et CFDT vont tenir un meeting que beaucoup ressentiront comme terne. Des discours trop classiques qui sont bien loin de l'enthousiasme des LIP dans leur lutte... La grande majorité ne s'y est pas tropiée, qui conspuait certaines interventions en criant: "La parole à LIP" "La parole au comité d'action".

Seul Raymond BURGUY, secrétaire CFDT de Lip a su sortir de la grisaille. Remerciant les travailleurs, ouvriers, étudiants, paysans venus apporter leur soutien et leurs luttes, il dressait un bilan de l'action des LIP:

"Nous sommes ici parce que nous en avons assez des licenciements, nous ne sommes pas des nomades. Parce que nous en avons assez du cortège capitaliste des brimades et des humiliations, des déqualifications. Parce que nous en avons assez de créer des richesses et d'être toujours les victimes. Parce que nous en avons assez d'écouter les parasites que sont les patrons. Ils sont nuisibles."

En tirant les leçons de Lip, il soulignait l'importance de l'unité de tous les travailleurs, indispensable au succès de Lip et pour les luttes de demain.

Enfin, il rendait -et c'est le seul orateur à l'avoir fait - un grand hommage au Comité d'action "qui a joué un rôle essentiel, composé de syndiqués, de non-syndiqués, il a permis une prise de responsabilités des travailleurs de Lip."

Ce fut très applaudi... Mais le comité d'action n'était pas là, il n'avait pas la parole... Pour nous, Paysans Travailleurs venus apporter notre soutien aux LIP en lutte pour conserver leur outil de travail, c'est dommage, pire, c'est une erreur. C'est une erreur car la présence du comité d'action aurait permis de donner une dimension supplémentaire à cette marche. C'est lui qui voulait, comme sur le Larzac, donner la parole à tous les travailleurs en lutte: ouvriers de COOPA-SUD, salariés de Cerizay, paysans du Larzac ou Paysans Travailleurs. C'est eux qui souhaitaient cette marche et se sont battus pour qu'elle ait lieu. Et ceux qui ont pris la décision de l'écartier de ce meeting, de l'empêcher de s'exprimer, portent une lourde responsabilité. Ce ne sont, ni les militants CFDT, ni l'ensemble des travailleurs de LIP qui nous démentiront.

LIP VAINCRA, SINON ON REVIENDRA

Pour nous, la présence de nombreux militants, syndiqués ou non, présence dépassant de beaucoup les consignes données par les directions nationales CGT et CFDT (de simples délégations c'est un point très positif. Des paysans travailleurs y étaient présents venus de l'autre bout de la France, mais aussi de Franche-Comté: ceux de Haute-Saône ont vendu au prix de revient lait cru et gruyère. La période de gros travaux a réduit leur présence à quelques délégations, mais c'était important d'être là. Mais quel impact aura cette marche sur la négociation? Quelle signification donner à l'intervention d'une déléguée CGT qui affirmait à un rassemblement aussi combatif "nous n'aurons pas satisfaction totale sur nos revendications". Derrière cette phrase, certains voyaient déjà l'invitation à "savoir terminer une grève".

Les militants sont aussi repartis de Besançon sans aucune perspective concrète de mobilisation. Est-ce que l'unité d'action pourra survivre aux divergences qui se font jour? L'unité à tout prix, ça peut se traduire par des concessions importantes qui ne sont pas toujours heureuses (absence du comité d'action). Est-ce que l'unité à tout prix est un facteur de réussite: ont eu droit à la parole des organisations dont certaines ont recommandé à leurs adhérents de ne pas se déplacer...

Quoiqu'il en soit, à court terme, LA VICTOIRE C'ETAIT D'ABORD LE NOMBRE... NOUS ETIONS NOMBREUX. et comme certains le criaient en repartant: LIP VAINCRA, SINON ON REVIENDRA....

Film

Des militants de l'ECOLE EMANCIPÉE se cotisent pour acquérir le film réalisé par les travailleurs de LIP. Il coûte environ 700 francs. (Guy Fillon, 15 rue de Bel Air, Orvault)

Un mouvement de grève a eu lieu depuis le jeudi 27 septembre jusqu'au mardi 2 octobre chez Brissonneau et Lotz Marine sur la zone industrielle Nantes-Carquefou.

Le lundi 1er octobre, les organisations syndicales faisaient passer le communiqué suivant :

"..Le conflit porte sur un problème de salaires, de quote-part patronale pour les repas, d'heure d'information mensuelle payée, d'attribution d'une tenue de travail pour l'ensemble du personnel.

"La direction ayant systématiquement refusé de satisfaire ces revendications, les travailleurs ont décidé d'entrer dans le conflit pour faire aboutir leurs revendications. La détermination du personnel a déjà permis de faire reculer la direction sur deux points: une garantie de 3% du pouvoir d'achat, l'augmentation de la quote-part patronale pour les repas de 0,70F à 1,10F.

"Les syndicats appellent néanmoins les travailleurs à se rassembler mardi matin à 7H30 à l'entrée de l'entreprise pour que soient prises des décisions importantes sur les suites à donner au mouvement. Une information sera faite préalablement au vote."

Notons que la direction avait décidé de payer 2 heures à l'ensemble du personnel le mardi matin pour inciter les non-grévistes à venir voter. Les organisations syndicales ont dénoncé cette manœuvre et les non-grévistes n'ont pas été admis au vote. Au cours de l'information précédent le vote, il a été évoqué le retard salarial de 6% par rapport à l'ensemble de la métallurgie nantaise.

Les grévistes se sont prononcés à 52% pour la poursuite du mouvement. Mais les organisations syndicales ont jugé que cette majorité était insuffisante pour poursuivre le mouvement qui serait alors entré dans une phase plus dure. Le travail a repris le mardi à 9 H 30.

La direction a fait passer le mardi matin dans Ouest-France le communiqué suivant (sans qu'il soit signalé comme tel (...)):

" La poursuite de la grève chez B.L.M. ferait l'effet d'un véritable pavé dans la mare. D'abord au sein même de l'entreprise où la direction se pique de pratiquer une politique de concertation et d'accords qui lui a valu une paix sociale sans interruption depuis 1968. En suite au sein du groupe Renault-Peugeot-Alsthom, "Société-mère" de B.L.M. depuis 1970.

" Dans une lettre adressée aux syndicats et au C.E., Mr Duclos, directeur-général de l'entreprise, ne déclare-t-il pas:

« Ce mouvement intervient à une période où de très importantes et difficiles négociations ont lieu au niveau de trois sociétés mères pour promouvoir un développement de leurs filiales nantaises. Un mouvement comme celui qui vient d'éclater n'est pas de nature à favoriser les efforts de votre direction pour plaider le dossier de la région nantaise.

" Il est donc probable que la direction de B.L.M. arguera du développement de l'emploi (...) pour inciter les salariés à la prudence et leur demander de ne pas jouer les casseurs d'expansion."

On retrouve là les arguments habituels du patronat pour qui ce n'est jamais le moment pour les travailleurs d'entrer en conflit pour exiger la satisfaction de leurs légitimes revendications.

Le mercredi matin, les organisations syndicales disaient dans un tract :

"(...) La reprise du travail n'est pas une démobilisation face à nos revendications mais une étape qui fait apparaître la détermination des travailleurs de B.L.M.. 52% du personnel en grève a repris le travail contre son gré, le mécontentement manifesté rejoint celui de nombreuses entreprises, tant sur le plan nantais que sur le plan national. Mécontentement qu'exprime le refus d'un système qui nous emprisonne tous, et qui sacrifie l'homme au profit."

Les établissements Gautier, métallurgie, ont une centaine d'ouvriers. Ancienne usine, quartier des Batignolles; nouvelle usine, zone industrielle de Carquefou. Grève d'une heure et demi mardi 2 octobre, décidée en assemblée générale, animée par le délégué C.F.D.T. de la boîte (il n'y a qu'un seul syndicat).

Occasion: fixation d'un nouvel horaire pour l'embauche et la débauche. Sens: avertissement au patron qu'il existe face au pouvoir patronal un pouvoir ouvrier.

Importance de cette grève : c'est la première fois que les ouvriers de chez Gautier décident une grève générale pour l'usine elle-même. A long terme : prise de conscience que la marche de l'usine, lorsque cela ne va pas, est l'affaire des ouvriers et du patron.

Légère prise de conscience du phénomène du travail temporaire dans l'usine et d'une certaine solidarité.

TRAVAIL TEMPORAIRE - MASSACRE DE LA CLASSE OUVRIERE

Une petite boîte de travail temporaire reconnaît qu'actuellement elle enregistre une moyenne de 3 ACCIDENTS PAR SEMAINE .

Les temporaires sont-ils offerts au massacre ?

COMPTE-RENDU DE L'A.G. DES LECTEURS ET AMIS DE L'A.P.L. NANTES LE LUNDI 8 OCTOBRE

Une soixantaine de personnes se sont réunies ce lundi à la Fraternité Protestante, pour aborder deux thèmes principaux :

- d'une part, poursuivre une réflexion sur le bulletin, son contenu, les champs géographiques et sectoriels de l'information, la forme des articles, la collecte des informations et le rôle des correspondants de masse, les activités du collectif, contrôle et choix de l'information, préparation de dossiers.
- d'autre part définir la position de l'A.P.L. Nantes face à la dissolution de l'APL Nationale, c'est à dire disparition ou poursuite des activités et dans ce dernier cas, prendre position sur la proposition du comité Libération de Nantes de fusion entre l'A.P.L. Nantes et le Libération Nantes.

Concernant la première partie, les points importants abordés ont été les suivants:

- o- intérêt de l'aspect local de l'information traitée , en gros la Loire Atlantique et les départements voisins, présentant "ensemble complet d'information" concrètement utilisable et vérifiable.
- o- importance de la base unitaire du bulletin, l'ensemble des gens en lutte de la gauche syndicale à l'extrême gauche s'y exprimant.
- o- le rôle essentiel des correspondants de masse, fournissant à leur niveau, sur leur terrain, des informations au bulletin, et répercutant celles transmises par le bulletin.
- o- le caractère fondamental de la démarche suivie, l'appropriation des moyens d'information tant au niveau de la collecte que de la rédaction que de la diffusion par les gens en lutte, puisque l'on s'oriente vers le développement de la feuille A.P.L. autonome pour certaines villes : St Nazaire, La Roche-sur-Yon, Ancenis ... et pour certaines petites régions. Cela entraîne en particulier l'absence de journalistes et de "spécialistes" de l'information.
- o- les limites du collectif, ses tâches militantes et matérielles, l'absence d'informations sur le secteur ouvrier, l'absence de dossiers, ses faibles capacités de mobilisation. En particulier, un appel a été fait à tous ceux prêts à lutter sur le front de l'information. Les difficultés lorsqu'un problème de choix d'article se pose problème qui devrait être résolu par une enquête sur les sources, la valeur de l'information, une discussion avec ceux qui en sont à l'origine.

L'usine/ Cette usine implantée à Geneston, il y a environ une dizaine d'années, groupe de 150 à 180 ouvrières, plus environ une douzaine d'hommes, ne travaillant pas à la chaîne (certains tailleurs, contremaîtres)

50 % des ouvrières sont de la région, jeunes filles de 18 ans, jeunes femmes, le patron faisant venir l'autre moitié de Nantes par car (transport payé par le patron).

Depuis 1 ou 2 ans, la section syndicale va se développant. Le patron a essayé d'acheter les 2 délégués en leur offrant des postes de contremaîtresses, ce qui a déplu à d'autres.

Les salaires/ Bruts, ils sont de 5, 20 F de l'heure à 5, 35 f pour la majorité. Le salaire moyen se trouve entre 900 et 950 F avec les primes. Seuls ceux payés à 5, 75 F dépassent 1000 F avec la prime, pour 40 H de travail par semaine.

aux vestons: 180 à faire par jour, et au-dessus 0, 10 F par veston supplémentaire

aux pantalons: 135 à faire par jour avec 22 ouvrières et au-dessus 0, 20 F par pièce supplémentaire

Si on ne réussit pas le rendement 0, 10 F et 0, 20 F de moins par veston ou pardessus.

Les conditions de travail/

"DES températures de 30 ° à 44°, interdiction de s'asseoir, même si vous êtes enceinte; les brimades, la chasse (aux temps morts), les insultes les plus grossières envers des femmes et jeunes filles sont monnaie courante chez Racineux".

ELLES EN ONT ASSEZ:

de l'insuffisance des ressources

de la dégradation des conditions de travail et du cadre de vie

d'être traitées comme les "appendices de la machine"

Elles réclament: un salaire de 6 F par heure comme 1° étape vers les 1100 F mensuels indispensables pour vivre et l'incorporation de la prime de rendement dans le salaire

Le vendredi 28 Septembre, des débrayages avaient eu lieu pour demander une augmentation de salaire de 0, 40 F / H pour tout le monde.

Le lundi, grève tournante, on travaille 1 H et demie. Le mardi matin aussi.

Le mardi après-midi, les ouvrières voyant que les membres de la famille du patron se mettent à faire les expéditions, décident une grève totale (environ une centaine de grévistes) (un seul homme en grève). Mercredi, jeudi, vendredi, les non-grévistes sont rentrés travailler sous la protection des gendarmes, les grévistes restant dehors.

Lundi 8 Octobre: proposition de Racineux qui offre 0, 05 F au 1° Octobre et 0, 05 F au 1° Janvier. Refus à l'unanimité, poursuite de la grève

Mardi: une délégation des sections syndicales de Château-Bougon vient pour faire le piquet de grève. Des réunions d'information ont lieu tous les matins. Des distributions de tracts, rédigés par les déléguées syndicales, ont été faites, dans les usines de la région. Des contacts ont été pris avec les ouvriers de Cerizay (une délégation doit venir au meeting jeudi soir). Un soutien efficace des paysans du canton a lieu.

ELLES VOUS INVITENT A VENIR NOMBREUX AU MEETING QU'ELLES ORGANISENT LE
JEUDI 11 OCTOBRE SALLE HERVOUET A GENESTON

CHILI: A l'appel de: Cercle Jean XXIII, Chantiers dans le monde rural, Fraternité Protestante, Nantes Tiers Monde, Groupe Témoignage Chrétien, Nantes Vie Nouvelle, 1500 personnes au moins à la conférence de soutien au Chili de deux prêtres ouvriers de retour du Chili.

La conférence fut suivie d'une discussion et d'une collecte en faveur de la résistance populaire. A la fin du meeting, de nombreuses demandes ont été faites aux confédérés pour organiser d'autres meetings de soutien dans la région.

Adresse du Cercle Jean XXIII: 51, route de St Joseph, 44 Nantes

D'autre part, à St-Nazaire, une réunion d'information sur le Chili, organisée par la Maison des Jeunes et d'Education Populaire. Près de 800 personnes y ont assisté.

St-Nazaire: grève sur le port.

Le personnel grutier manutentionnaire du Port Autonome Nantes/St-Nazaire a marqué un arrêt de travail de 2 heures lundi 8 de 16 à 18 heures à St-Nazaire pour protester contre la menace de privatisation des ports. Ceci en réplique au navire déchargé récemment à Fos s/mer par le personnel de l'entreprise Solmer. Le personnel docker poursuivra l'action.

SUITE DU COMPTE-RENDU DE L'A.G. DU 8 OCTOBRE.

Concernant la deuxième partie de l'ordre du jour, et compte-tenu de ce qui a été dit précédemment, l'unanimité s'est faite sur l'intérêt du bulletin et la nécessité de poursuivre son activité sur l'information dans la région.

Le front de l'information étant vaste, et les moyens locaux limités, la proposition du comité Libération de regrouper localement les forces disponibles a été acceptée. Cela se manifestera dans les jours à venir par l'insertion des membres du comité Libération au sein du collectif A.P.L. Nantes, afin d'en renforcer le potentiel, et d'assurer ainsi une meilleure couverture des luttes et des problèmes de la région, et de mettre en pratique les conclusions de l'A.G. pour l'amélioration du bulletin.

LIP unité

Bulletin d'informations des Travailleurs de chez LIP, publié par la Commission « Popularisation ».

Adresse pour tout courrier : LIP - U.D. C.G.T., 11, rue Battant, 25 Besançon - U.L. C.F.D.T., 3, rue Champrond, 25 Besançon.

Pour essayer de démobiliser ceux qui comptent venir et pour essayer de dresser contre notre initiative une partie de la population de notre région, presse et radio font grand bruit depuis quelques jours sur un conflit qui existerait entre le Maire de Besançon, M. Minjoz, et nous au sujet de la **MARCHE SUR BESANÇON**.

Qu'en est-il ? A la date du 20 septembre, il est exact que le « Conseil des adjoints » s'est réuni avec le Maire et a émis le vœu que la **MARCHE** n'ait pas lieu. Mais le Maire nous a précisé que ce vœu était motivé uniquement par la crainte de la gêne que pourrait apporter notre initiative à la population bisontine.

Nous lui avons répondu que la gêne serait plus grande encore, pour toutes les couches de la population bisontine, et bien plus durable, si LIP disparaissait !... et que la **MARCHE SUR BESANÇON** était une manifestation importante pour le succès de notre lutte.

Cette **MARCHE**, c'est notre droit de travailleurs en lutte que de l'organiser.

Mais cela ne signifie pas que nous prenions à la légère les préoccupations du Maire et de ses adjoints. Nous aussi, nous sommes très soucieux de préserver la sécurité de notre ville et nous prenons de nombreuses dispositions pour qu'il en soit ainsi.

Comme l'indique un premier résumé de la « fiche technique » que nous publions dans ce numéro, ces dispositions ont été établies avec soin, aussi bien pour la circulation par des itinéraires fléchés (assurée par plus de 300 travailleurs de LIP) que pour le lieu de rassemblement choisi : un terrain de 50 hectares situé à la périphérie de la ville. Nous pouvons rassurer ceux que la propagande de la presse et de la radio de ces derniers jours aurait inquiétés.

APPEL DES TRAVAILLEURS DE LIP et de leurs sections syndicales CGT et CFDT

Nous, travailleurs de LIP BESANÇON et ORNANS, sommes en lutte depuis plus de cinq mois :

- CONTRE LE DEMANTELEMENT de l'Entreprise ;
- POUR LE MAINTIEN DE L'EMPLOI ET DES AVANTAGES ACQUIS.

Notre combativité, notre résolution, notre unité, sous l'impulsion de nos organisations syndicales, parce qu'elles sont le reflet chez les autres travailleurs de leur propre lutte contre les conséquences de la politique anti-sociale du pouvoir et du patronat, ont suscité un puissant courant de solidarité ouvrière et bien au-delà.

Comme nous, des centaines de milliers de travailleurs voient leur emploi, leur métier, leur cadre de vie menacés par la politique actuelle de restructuration industrielle, de concentration capitaliste, de recherche du profit maximum, par le passage accéléré des Entreprises françaises sous la coupe du capital étranger avec l'accord du gouvernement français. Nous nous dressons contre les conséquences de cette politique.

Nous refusons le démantèlement de notre entreprise et les licenciements que l'on veut nous imposer comme une fatalité économique.

Nous disons : « L'ECONOMIE DOIT ETRE AU SERVICE DE L'HOMME ».

Dès le début de notre lutte, nous savions que pour être victorieuse, elle risquait d'être longue.

Nous avons réfléchi ensemble pour déterminer, à chaque étape de notre lutte, les formes d'action originales qui permettraient d'associer tout le personnel à la conduite de la lutte et de combattre aussi longtemps qu'il serait nécessaire pour obtenir un succès.

Nous avons réussi à surmonter nos divergences jour après jour, et à maintenir depuis cinq mois notre unité, vivante et agissante.

Le sérieux de notre lutte, notre détermination, notre unité, le soutien actif de la classe ouvrière et de ses syndicats, l'appui des partis politiques de gauche, celui de nombreuses associations, le puissant mouvement de solidarité qui nous entoure, ont permis d'imposer après quatre mois de lutte des négociations.

NEGOCIATIONS QUE LE GOUVERNEMENT NE VOULAIT PAS
L'ouverture des négociations est un premier succès à mettre au compte de notre action, de celle de tous les travailleurs de France.

L'acceptation, par le négociateur du pouvoir, après bien des tergiversations du maintien de l'employeur unique pour l'ensemble du personnel des différents secteurs d'activité (horlogerie, armement, machines-outils) a constitué un second succès au regard de notre revendication : Non au démantèlement.

Malgré l'intervention des Forces de répression, la multiplication des provocations, des pressions, du chantage, exercés par le Premier Ministre, la suppression de la Sécurité sociale, des Allocations familiales, le blocage du compte SOLIDARITE, nous avons tenu ferme.

Forts de notre bon droit, du soutien actif des autres travailleurs, nous avons déjoué tous les pièges et réaffirmé notre volonté de négocier.

Au sixième mois de la lutte, les négociations sont entrées dans une nouvelle phase, elles portent sur la garantie de l'emploi pour tous.

Notre revendication « PAS DE LICENCIEMENT » reste pour nous plus fondamentale que jamais.

Malgré quelques ouvertures, aucune garantie sérieuse n'a été apportée sur cet important problème.

Pour obliger le gouvernement à faire les pas qui s'imposent, pour garantir l'emploi de tous.

Pour lutter contre la déqualification croissante du travail, la détérioration incessante des conditions de vie, nous appelons les travailleurs et ceux qui se sentiront concernés à participer à la

**MARCHE SUR BESANÇON
SAMEDI 29 SEPTEMBRE 1973**

pour assurer le succès du

**PUISSANT RASSEMBLEMENT
REVENDICATIF**

Ce rassemblement devrait être l'occasion de réaffirmer la volonté de tous de voir solutionner enfin le conflit LIP comme n'ont cessé de le demander les travailleurs et leurs Syndicats.

De montrer au patronat et au pouvoir notre volonté de voir s'ouvrir des négociations dans toutes les entreprises, dans tous les secteurs, publics et privés.

Prévoir de nombreux transports collectifs

Nous préparons activement (et avec le souci des détails pratiques) **LA MARCHE SUR BESANÇON**.

Malgré la difficulté pour nous joindre au téléphone depuis l'occupation de notre usine, des dizaines de messages nous parviennent chaque jour, de toute la France, pour nous dire l'écho suscité par cette initiative dans de nombreuses entreprises ou localités.

Le point critique pour le succès de la **MARCHE**, c'est la question des transports collectifs. Il n'y a plus une minute à perdre — d'autant plus que la direction de la S.N.C.F. manifeste, en certains endroits, une nette mauvaise volonté pour les trains spéciaux qu'on lui commande...

Dernière heure : le Maire de Besançon se prononce en faveur de la « Marche ». Voici sa déclaration :

« A la suite de mes interventions, j'apprends avec satisfaction que la manifestation annoncée à Besançon pour le 29 septembre 1973, prendra la forme d'un rassemblement syndical unitaire placé sous la responsabilité syndicale : le caractère exclusivement syndical de la manifestation est ainsi nettement affirmé.

« Je vais donc proposer une rencontre aux responsables des organisations syndicales locales et départementales

pour examiner avec eux les problèmes qui concernent la municipalité, en particulier le maintien de l'ordre afin d'éviter toute tentative de débordement préjudiciable à la cause des travailleurs de chez LIP ainsi qu'à la population bisontine.

« Pour couper court à toute interprétation, je rappelle que mon soutien aux travailleurs de LIP a été acquis dès le premier jour dans l'esprit de solidarité qui m'anime et c'est dans cet esprit que je continuerai à leur apporter mon appui en dehors de toute préoccupation partisane. »

17/9. Nous refusons à nouveau les « reclassements extérieurs »

Alors que la préparation de la MARCHÉ allait bon train, une huitième rencontre avait lieu avec M. Giraud, à Arc-et-Senans, lundi 17 septembre.

17 avril-17 septembre... Cela faisait exactement cinq mois que notre lutte a commencé.

M. Giraud n'a pas été sensible à cet anniversaire. La rencontre débute par une nouvelle pression de M. Giraud qui ne veut pas entamer les discussions en présence du nombre important de travailleurs qui y assistent. Il quitte la salle en attendant un nombre de participants « raisonnable ». Nous étions environ 120, nous sommes restés 70...

Nous lui posons à nouveau des questions sur la Sécurité sociale et le compte de solidarité bloqué. M. Giraud nous affirme qu'il a renouvelé des démarches auprès des personnes intéressées. Il espère un résultat... mais pas dans l'immédiat. Nous lui réclamons une réponse sur ces deux points pour vendredi, date de la prochaine rencontre. Sur le problème du réemploi, M. Giraud fait un long exposé et avance encore 280 licenciements plus 60 départs en pré-retraite. Il ose alors déclarer que le seul point qui nous sépare de lui c'est que lui veut reclasser ce personnel à l'extérieur et que nous, nous voulons qu'il soit reclassé à l'intérieur de LIP. C'est vrai, ce pauvre homme a vraiment mis du temps pour s'en apercevoir.

Nous pouvons dire qu'aussi nous voulons tous rentrer chez LIP mais avec ceux de la mécanique, secteur que M. Giraud ne désire pas continuer.

Après de longs débats, nous restons sur notre position d'être tous

repris à LIP même avec des mutations internes à étudier tandis que M. Giraud propose ses reclassements extérieurs.

Il déclare qu'une étude est faite pour la pré-retraite à 58 ans. Devant ce blocage, il propose une rencontre technique vendredi matin, avant les négociations, où nos dossiers et ceux de M. Giraud seront confrontés.

21/9. Le non-démantèlement serait-il remis en cause ?

À l'assemblée générale du 21 septembre, nos délégués nous apprennent que la « réunion technique » et les négociations qui devaient suivre, prévues pour l'après-midi, sont repoussées de 24 heures à la demande de M. Giraud.

Celui-ci nous a fait parvenir le plan de la nouvelle société LIP comme il la conçoit.

Ce document aurait dû tenir compte des précédentes réunions qui avaient abouti aux grandes lignes d'un accord sur le non-démantèlement.

En fait, il saute aux yeux à la lecture du document remis par M. Giraud, que cet accord sur le non-démantèlement n'existe qu'au niveau des paroles.

Ce qu'on nous présente sous une nouvelle forme, plus de cinq mois après le début de notre lutte, c'est en réalité le plan de démantèlement d'EBAUCHES S.A. établi par l'I.D.I.I...

Pour l'horlogerie, par exemple, les 117 emplois supprimés aboutissent en fait à mettre en cause le caractère de Manufacture de LIP. En effet, nous ne retrouvons pas dans ce plan certains ateliers indispensables pour fabriquer les pièces détachées des montres. Comme le veut, EBAUCHES S.A., M. Giraud cherche à faire de LIP une usine de montage.

D'autre part, pour une entreprise qu'on prétend vouloir développer, on ampute gravement le secteur commercial et administratif. Alors que la maison-mère était supposée être LIP, l'employeur unique, les sociétés SUPEMEC et SPEMELEC apparaissent en réalité, pour ces services-là, les véritables sociétés-mères !...

Quant à la mécanique, aucune trace dans ce document !...

D'autre part, nous avons reçu la visite de travailleurs de la Société du Saut-du-Tarn, que dirige M. Giraud, et ils nous ont averti des graves difficultés qu'ils rencontraient face à leur P.D.G. que la presse s'efforce de présenter comme un bon-papa « social » !...

Plus que jamais, à cette étape de notre lutte, il nous faut l'appui plus puissant encore des travailleurs pour obtenir un succès qui ne profitera pas qu'à nous.

C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de la MARCHÉ SUR BESANÇON.

Après le blocage de nos comptes
**SOLIDARITE, voici notre
NOUVEAU COMPTE SOLIDARITE**
C.M.D.P. Palente-Besançon
N° 42.238.640
Mentionnez « Fonds de solidarité »

Pour la grande marche du 29, différentes commissions ont été mises sur pied, dont voici la liste des plus importantes :

ACCUEIL : Destinée à faciliter le séjour des militants sur le terrain et en ville par des renseignements de tous ordres et de la documentation.

PARKING : Chargée du stationnement des cars et des voitures particulières.

CAMPING : Pour héberger sous tente le plus de monde possible. Nous avons besoin de tentes collectives et si tu en possèdes une individuelle apporte-la.

LOGEMENT : Toutes personnes ou collectivité qui disposeraient de locaux sont priées amicalement de le signaler pour loger les artistes et un certain nombre de participants.

PODIUMS : Deux podiums seront montés, l'un sur le terrain, l'autre à l'emplacement du grand meeting.

ELECTRICITE : Il est possible que se pose un problème de groupe électrogène et là encore nous faisons appel aux bonnes volontés.

STANDS : Destinés entre autres à LIP et ses commissions, aux organisations syndicales, aux usines en lutte, aux paysans du Larzac et aux paysans travailleurs.

RAVITAILLEMENT ET BOISSONS : On aura besoin au moment du rassemblement d'un nombre important de volontaires.

ANIMATION : Responsable des meetings, spectacle et des contacts avec les artistes (12 jusqu'à présent ont donné leur accord).

CARS : Nous invitons les militants à convaincre les chauffeurs d'observer les consignes données sur place.

W.-C. : Il en existera deux cents équipés de papier hygiénique.

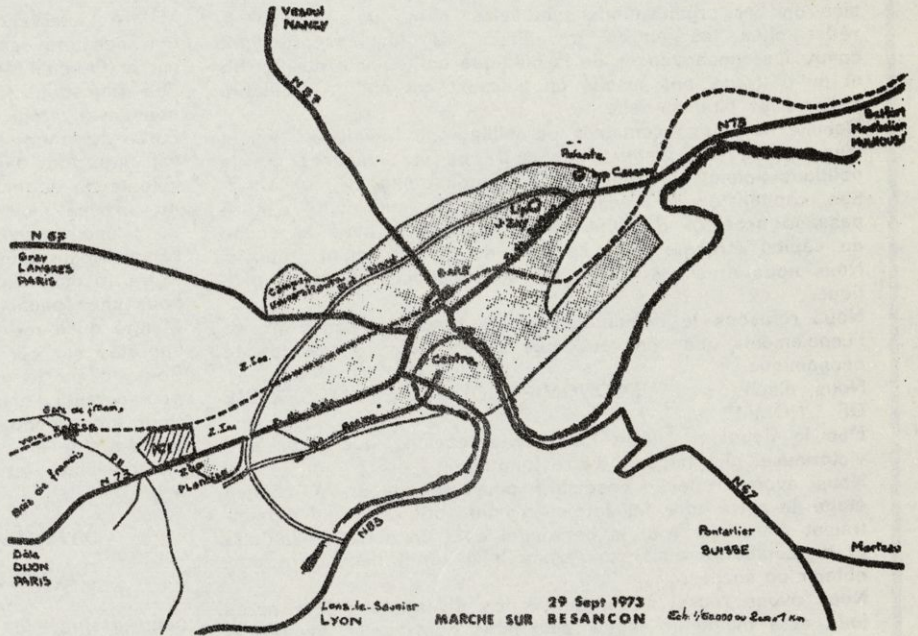
EAU : Des points d'eau potable seront à la disposition des campeurs.

MECHOUI : Organisé collectivement par LIP, les paysans du Larzac, les paysans travailleurs et les travailleurs immigrés, il symbolisera l'identité des luttes paysannes et ouvrières.

ANTENNE MEDICALE : Fonctionnant en permanence avec une équipe de médecins militants.

SERVICE D'ORDRE : Les personnes volontaires se feront inscrire à la commission d'accueil.

IMPORTANT. — Pour les podiums, la circulation, les parkings et les stands, nous aurons besoin le moment venu de nombreux volontaires.



I. — L'ACCUEIL se fait sur un vaste terrain à la sortie de Besançon (Route de Dole à Châteaufarine).

Des stands C. G. T. - C. F. D. T. sont là pour accueillir les délégations.

II. — ACCES AU LIEU DE RASSEMBLEMENT :

Suis le fléchage et accepte les recommandations et les directives qui te sont données par la Commission Popularisation LIP.

- Pour les accès aux parkings :
- Itinéraire des cars :
Flèches jaunes.
- Itinéraire des voitures :
Flèches rouges.
- Terrain de camping :
Flèches vertes.
(si tu possèdes une tente apporte-la).
- les personnes de l'accueil auront des brassards aux mêmes couleurs.
- Possibilité d'hébergement limité.
- un service de cafs fonctionnera de la gare au lieu de rassemblement.